

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[S-C — 27384]

F. 93 — 2168

15 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à un programme spécial de soutien au commerce extérieur.

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 février 1990 portant création d'une Agence wallonne à l'Exportation, notamment l'article 2, § 4;

Vu l'avis du Comité d'orientation;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'économie wallonne traverse une crise profonde, que nos entreprises enregistrent une régression du volume de leurs exportations, il s'impose de prendre sans aucun délai des mesures contribuant à renforcer leur présence sur les marchés de la grande exportation;

Sur la proposition du Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions préliminaires

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° Agence : l'Agence wallonne à l'Exportation;
- 2° PME wallonne : toute entreprise ayant son siège social ou un siège d'exploitation en Région wallonne et qui ne dépasse aucune des limites suivantes :
 - a) nombre de travailleurs occupés, en moyenne annuelle : 250;
 - b) chiffre d'affaires annuel, hors taxe sur la valeur ajoutée : 20 millions d'écus;
 - c) proportion du capital détenue par une ou plusieurs entreprises dépassant les limites prévues aux a et b : 25 %. Cette limite s'applique, en outre, à toute entreprise qui contrôle, directement ou indirectement, les entreprises détentrices de capital visées au c.
- 3° Ministre : le membre du Gouvernement wallon ayant les relations extérieures dans ses attributions;
- 4° bénéficiaire : toute PME wallonne à laquelle un subside est octroyé en vertu du présent arrêté;
- 5° bureau collectif de représentation : tout bureau de représentation établi dans un pays autre qu'un Etat membre de la CEE et dont au moins trois PME wallonnes assurent en totalité ou en partie le financement;
- 6° contrat : contrat ou groupe de contrats négociés ou conclus par une PME wallonne et à l'occasion desquels un subside à la formation des utilisateurs non résidents est demandé, octroyé ou payé en vertu du présent arrêté;
- 7° candidat : toute PME wallonne introduisant une demande de subsides fondée sur le présent arrêté.

Art. 2. Il est créé un programme spécial de soutien au commerce extérieur, ayant pour objet l'octroi aux PME wallonnes de subsides destinés à rembourser certains frais occasionnés par leurs activités à l'exportation à destination de pays autres que les Etats membres de la CEE.

La mise en œuvre et l'exécution de ce programme sont confiées à l'Agence.

CHAPITRE II. — Des différents types de subsides

Section 1re. — Des subsides à la formation des utilisateurs non résidents

Art. 3. Les subsides à la formation des utilisateurs non résidents sont destinés à rembourser partiellement les frais de la formation prévue par le contrat, des utilisateurs non résidents de biens ou de services exportés par une PME wallonne dans un pays autre qu'un Etat membre de la CEE, à l'exclusion des biens de consommation.

Le Ministre détermine les frais qui sont pris en compte dans le cadre de l'alinéa 1er.

Art. 4. Les subsides à la formation des utilisateurs non résidents octroyés à un bénéficiaire ne peuvent excéder un montant équivalent à 10 % du prix des biens et services prévus au contrat, tels que définis à l'article 3, alinéa 1er.

Le Ministre peut modifier le montant maximum prévu à l'alinéa 1er, sur la proposition du comité d'évaluation prévu par l'article 10, § 2.

Section 2. — Des subsides aux bureaux collectifs de représentation

Art. 5. Les subsides aux bureaux collectifs de représentation sont destinés à rembourser partiellement les frais de fonctionnement de ces bureaux.

Le Ministre détermine les frais qui sont pris en compte dans le cadre de l'alinéa 1er.

Art. 6. Les subsides octroyés à un bureau collectif de représentation ne peuvent excéder un montant équivalent à 70 % du montant annuel de ses frais de fonctionnement.

Au cas où un bureau collectif de représentation est cofinancé par une entreprise ou plusieurs entreprises autres qu'une PME wallonne, les frais de fonctionnement admissibles sont limités aux frais de fonctionnement supportés par les PME wallonnes, dans les limites prévues à l'alinéa 1er.

Le Ministre peut modifier le montant maximum prévu à l'alinéa 1er sur la proposition du comité d'évaluation prévu à l'article 10, § 2.

Section 3. — Subsides à la coopération entre exportateurs wallons

Art. 7. Les subsides à la coopération entre exportateurs wallons sont destinés à rembourser partiellement le prix payé par les PME wallonnes pour des services prestés à leur profit dans des pays autres qu'un Etat membre de la CEE par l'établissement local ou le bureau de représentation d'une ou plusieurs entreprises ayant un siège d'exploitation sur le territoire de la Région wallonne.

Le Ministre détermine les services qui sont pris en compte dans le cadre de l'alinéa 1er.

Art. 8. Les subsides à la coopération entre les exportateurs wallons ne peuvent pas excéder un montant équivalent à 70 % du prix des services visés à l'article 7.

Le Ministre peut modifier le montant maximum prévu à l'alinéa 1er, sur la proposition du comité d'évaluation prévu par l'article 10, § 2.

CHAPITRE III. — *Dispositions communes*

Art. 9. Les demandes de subsides sont introduites auprès de l'Agence au plus tard un mois avant la conclusion du contrat en ce qui concerne les subsides à la formation des utilisateurs non résidents et un mois avant que les frais visés par les autres subsides ne commencent à être exposés par le candidat.

Le Ministre arrête la forme dans laquelle les demandes de subsides sont introduites ainsi que la liste des documents ou informations qui y sont annexés ou qui y figurent.

Art. 10. § 1er. Les demandes de subsides sont instruites par l'Agence.

§ 2. Les demandes de subsides sont soumises à un comité d'évaluation qui vérifie leur conformité aux dispositions du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution et, le cas échéant, propose au Ministre le montant du subside.

Le comité d'évaluation peut faire appel à des experts extérieurs et exiger la transmission de tout document ou de toute information qu'il estime utile pour l'accomplissement de sa mission.

Le Ministre arrête la composition du comité d'évaluation.

Art. 11. Pour octroyer un subside et en fixer le montant, le Ministre tient compte de la contribution du subside octroyé au maintien ou au développement des activités à l'exportation du bénéficiaire.

L'Agence notifie au candidat la décision du Ministre.

Art. 12. Les bénéficiaires transmettent à l'Agence les pièces justifiant les frais pour lesquels un subside a été accordé.

Les subsides octroyés sont liquidés par l'Agence après vérification.

Art. 13. Les subsides octroyés ne peuvent excéder 50 000 écus par bénéficiaire au cours d'une période de trois ans, prenant cours à dater du premier subside octroyé en vertu du présent arrêté.

Les subsides versés à un bénéficiaire sont récupérés par l'Agence dans la mesure où le montant maximum prévu à l'alinéa 1er a été dépassé.

Il sera fait mention des alinéas 1er et 2 dans les notifications de la décision d'octroi des subsides.

Art. 14. Les entreprises qui ont obtenu des subsides à la suite de la transmission, sciemment ou non, de renseignements inexacts, doivent les restituer.

Les bénéficiaires sont tenus de restituer les subsides perçus s'il s'avère que les frais pour lesquels ils ont été octroyés n'ont pas été ou ne seront pas exposés.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 1993.

Art. 16. Le Ministre ayant les relations extérieures dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 juillet 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 2168

[S-C — 27384]

15. JULI 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung betreffend ein Sonderprogramm zur Unterstützung des Außenhandels

Aufgrund des Dekrets vom 22. Februar 1990 zur Gründung einer Wallonischen Exportagentur, insbesondere des Artikels 2 § 4;

Aufgrund des Gutachtens des Beratungsausschusses;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1; abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die wallonische Wirtschaft eine tiefe Krise durchmacht, daß für unsere Unternehmen einen Rückgang des Exportvolumens zu verzeichnen ist, wird es unbedingt notwendig, die Maßnahmen zur Verstärkung ihrer Präsenz auf den Märkten der großen Export zu treffen;

Auf Vorschlag des Vorsitzenden der Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

Beschließt die Wallonische Regierung :

KAPITEL I. — *Einleitende Bestimmungen*

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Agentur : die « Agence wallonne à l'Exportation » (Wallonische Exportagentur);
2° Wallonischem KMB : jedes Unternehmen, das seinen Geschäftssitz oder einen Betriebsitz in der Wallonischen Region hat und keine der folgenden Beschränkungen überschreitet :

a) Anzahl der beschäftigten Arbeiter in jährlichem Durchschnittswert : 250;

b) Jährlicher Umsatz außer MwSt : 20 Millionen ECU;

c) Anteil des Kapitals, den ein bzw. mehrere Unternehmen besitzen, die die in den Punkten a und b vorgesehenen Beschränkungen überschreiten : 25 %. Diese Beschränkung findet außerdem Anwendung auf jedes Unternehmen, das die im Punkt c erwähnten kapitalbesitzenden Unternehmen direkt oder indirekt unter Kontrolle hat.

3° Minister : das Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Auswärtigen Beziehungen gehören;

4° Empfänger : jeder wallonische KMB, dem aufgrund des vorliegenden Erlasses eine Beihilfe gewährt wird;

5° Kollektives Vertretungsbüro : jedes Vertretungsbüro, das in einem Land, das kein EG-Mitgliedsstaat ist, niedergelassen ist und das von wenigstens drei wallonischen KMB finanziert wird;

6° Vertrag : Vertrag bzw. Gruppe von Verträgen, die von einer wallonischen KMB abgeschlossen sind und aus Anlaß deren eine Beihilfe für die Ausbildung von nichtansässigen Benutzern aufgrund des vorliegenden Erlasses beantragt, gewährt oder eingezahlt wird;

7° Bewerber : jeder wallonische KMB, der aufgrund des vorliegenden Erlasses eine Beihilfe beantragt.

Art. 2. Ein Sonderprogramm zur Unterstützung des Außenhandels wird errichtet, das zum Gegenstand hat, den wallonischen kleinen und mittleren Betrieben Beihilfen zu gewähren, die zur Rückzahlung gewisser durch ihre Exporttätigkeiten verursachten Kosten bestimmt sind. Diese Exporttätigkeiten erfolgen nach Ländern, die nicht EG-Mitglieder sind.

Die Agentur wird mit der Anwendung und der Ausführung dieses Programms beauftragt.

KAPITEL II. — *Verschiedene Beihilfetypen*

Sektion 1. — Beihilfen für die Ausbildung von nichtansässigen Benutzern

Art. 3. Die Beihilfen für die Ausbildung von nichtansässigen Benutzern sind teilweise zur Rückzahlung der im Vertrag vorgesehenen Ausbildungskosten der nicht ansässigen Benutzern von Gütern oder Dienstleistungen mit Ausnahme der Konsumgüter bestimmt. Diese Güter oder Dienstleistungen werden von einem wallonischen KMB nach einem Land, das kein EG-Mitgliedsstaat ist, exportiert.

Der Minister legt die Kosten, die im Rahmen des ersten Absatzes berücksichtigt werden, fest.

Art. 4. Die Beihilfen für die Ausbildung von nichtansässigen Benutzern, die einem Empfänger gewährt werden, dürfen einen Betrag nicht überschreiten, der 10 % des Preises der im Vertrag vorgesehenen Güter und Dienstleistungen, wie sie in Artikel 3 Absatz 1 bestimmt sind, entspricht.

Auf Vorschlag des in Artikel 10 § 2 vorgesehenen Bewertungsausschusses kann der Minister den in Absatz 1 vorgesehenen Höchstbetrag abändern.

Sektion 2. — Beihilfen für die kollektiven Vertretungsbüros

Art. 5. Die Beihilfen für die kollektiven Vertretungsbüros sind teilweise zur Rückzahlung der Betriebskosten dieser Büros bestimmt.

Der Minister legt die Kosten, die im Rahmen des ersten Absatzes berücksichtigt werden, fest.

Art. 6. Die einem kollektiven Vertretungsbüro gewährten Beihilfen dürfen einen Betrag nicht überschreiten, der 70 % des jährlichen Betrags seiner Betriebskosten entspricht.

Wenn ein kollektives Vertretungsbüro von einem Unternehmen oder mehreren Unternehmen, die keine wallonischen KMB sind, gemeinsam finanziert werden, werden die zulässigen Betriebskosten auf die von den wallonischen kleinen und mittleren Betrieben getragenen Kosten in den im ersten Absatz vorgesehenen Grenzen beschränkt.

Auf Vorschlag des in Artikel 10 § 2 vorgesehenen Bewertungsausschusses kann der Minister den in Absatz 1 vorgesehenen Höchstbetrag abändern.

Sektion 3. — Beihilfen für die Kooperation zwischen Wallonischen Ausfuhrhändlern

Art. 7. Die Beihilfen für die Kooperation zwischen Wallonischen Ausfuhrhändlern werden teilweise zur Rückzahlung des Preises bestimmt, der von den wallonischen kleinen und mittleren Betrieben für zu ihrem Gunsten erbrachte Dienstleistungen bezahlt wird. Diese werden in Ländern, die kein EG-Mitgliedsstaat sind, und von der örtlichen Anstalt oder von dem Vertretungsbüro einer bzw. mehrerer Unternehmen, die einen Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region haben, erbracht.

Der Minister legt die Dienstleistungen, die im Rahmen des ersten Absatzes berücksichtigt werden, fest.

Art. 8. Die Beihilfen für die Kooperation zwischen den Wallonischen Ausfuhrhändlern dürfen einen Betrag nicht überschreiten, der 70 % des in Artikel 7 erwähnten Preises der Dienstleistungen entspricht.

Auf Vorschlag des in Artikel 10 § 2 vorgesehenen Bewertungsausschusses kann der Minister den in Absatz 1 vorgesehenen Höchstbetrag abändern.

KAPITEL III. — *Gemeinsame Bestimmungen*

Art. 9. Die Anträge auf Beihilfe werden bei der Agentur spätestens einen Monat vor dem Abschluß des Vertrags, was die Beihilfen für die Ausbildung von nichtansässigen Benutzern betrifft, und einen Monat, bevor der Bewerber beginnt, die durch die anderen Beihilfen erwähnten Kosten auszugeben, eingereicht.

Der Minister legt die Form, in der die Anträge auf Beihilfen eingereicht werden, sowie die Liste der Dokumente und Auskünfte, die denen beigefügt werden oder darin stehen, fest.

Art. 10. § 1. Die Anträge auf Beihilfe werden von der Agentur behandelt.

§ 2. Die Anträge auf Beihilfe werden einem Bewertungsausschuß unterworfen, der ihre Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und deren Ausführungserlasse überprüft und gegebenenfalls dem Minister den Betrag der Beihilfe vorschlägt.

Der Bewertungsausschuß kann Sachverständigen von außen um Hilfe anrufen und die Übertragung eines Dokuments bzw. einer Auskunft, die von ihm für die Ausführung seiner Aufgabe für nötig gehalten ist, verlangen.

Der Minister legt die Zusammensetzung des Bewertungsausschusses fest.

Art. 11. Um eine Beihilfe zu gewähren und ihren Betrag festzulegen berücksichtigt der Minister den Beitrag der gewährten Beihilfe zur Fortsetzung oder zur Entwicklung der Exporttätigkeiten des Empfängers.

Die Agentur übermittelt dem Bewerber den Beschluß des Ministers.

Art. 12. Die Empfänger übermitteln der Agentur die Beweisstücke der Kosten, für die eine Beihilfe gewährt worden ist.

Die gewährten Beihilfen werden von der Agentur nach Überprüfung eingezahlt.

Art. 13. Die gewährten Beihilfen dürfen 50 000 ECU pro Empfänger im Laufe einer dreijährigen Periode, die mit der ersten aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfe beginnt, nicht überschreiten.

Die einem Empfänger eingezahlten Beihilfen werden von der Agentur eingetrieben, soweit der im ersten Absatz vorgesehene Betrag überschritten worden ist.

Die Absätze 1 und 2 werden in den Mitteilungen des Beschlusses betreffend die Gewährung der Beihilfe erwähnt.

Art. 14. Die Unternehmen, die infolge der Übertragung falscher Auskünfte wissentlich oder nicht Beihilfen bekommen haben, müssen die zurückzahlen.

Die Empfänger sollen die erhaltenen Beihilfen zurückzahlen, wenn es sich erweist, daß die Kosten, für die sie gewährt worden sind, nicht gemacht worden sind oder nicht gemacht sein werden.

KAPITEL IV. — *Schlußbestimmungen*

Art. 15. Der vorliegende Erlaß tritt am 15. Juli 1993 in Kraft.

Art. 16. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Auswärtigen Beziehungen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Juli 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

VERTALING

[S-C — 27384]

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 93 — 2168

15 JULI 1993. — Besluit van de Waalse Regering betreffende een bijzonder steunprogramma voor de buitenlandse handel

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 februari 1990 houdende oprichting van het Waalse Exportagentschap, inzonderheid op artikel 2, § 4;

Gelet op het advies van het Oriëntatiecomité;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Waalse economie met een diepe crisis worstelt en dat de daling van het uitvoervolume van onze bedrijven dringende maatregelen eist om hun aanwezigheid op de grote uitvoermarkten kracht bij te zetten,

Op de voordracht van de Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Agentschap : het Waalse Exportagentschap;

2° Waalse KMO : elk bedrijf dat zijn maatschappelijke zetel of een exploitatiezetel in het Waalse Gewest heeft en de volgende voorwaarden vervult :

a) gemiddeld aantal tewerkgestelde werknemers per jaar : 250;

b) jaarlijkse omzet, buiten BTW : 20 miljoen ECU;

c) aandeel van het kapitaal in handen van één of meer bedrijven die de in a en b bedoelde grenzen overschrijden : 25 %. Die grens is bovendien van toepassing op elk bedrijf dat rechtstreeks of onrechtstreeks toezicht uitoefent op voornoemde kapitaalhoudende bedrijven;

3° Minister : het lid van de Regering tot wiens bevoegdheden externe betrekkingen behoren;

4° rechthebbende : elke Waalse KMO die krachtens dit besluit een toelage geniet;

5° collectief vertegenwoordigingsbureau : elk vertegenwoordigingsbureau gevestigd in een ander land dan een EG-lidstaat en geheel of gedeeltelijk gefinancierd door minstens drie Waalse KMO's;

6° contract : contract of reeks contracten gesloten door een Waalse KMO of bij het sluiten waarvan krachtens dit besluit een subsidie gevraagd, toegekend of betaald wordt voor de vorming van niet residentiële gebruikers;

7° kandidaat : elke Waalse KMO die een op dit besluit steunende subsidieaanvraag indient.

Art. 2. Er wordt een bijzonder steunprogramma voor de buitenlandse handel uitgewerkt om de Waalse KMO's subsidies toe te kennen voor de terugbetaling van sommige kosten die gebonden zijn aan hun activiteiten inzake uitvoer naar andere landen dan de EG-lidstaten.

De uitvoering van dat programma wordt aan het Agentschap toevertrouwd.

HOOFDSTUK II. — *Verschillende soorten subsidies*

Sectie 1. — Subsidies voor de vorming van niet residentiële gebruikers

Art. 3. De subsidies voor de vorming van niet residentiële gebruikers zijn bestemd voor de gedeeltelijke terugbetaling van de kosten voor de in het contract bedoelde vorming van niet residentiële gebruikers van goederen en diensten die door een Waalse KMO uitgevoerd worden naar een ander land dan een EG-lidstaat, met uitsluiting van consumptiegoederen.

De Minister bepaalt de kosten die in het kader van het eerste lid in aanmerking worden genomen.

Art. 4. De aan een rechthebbende toegekende subsidies voor de vorming van niet residentiële gebruikers mogen niet meer bedragen dan 10 % van de prijs van de in het contract vermelde goederen en diensten, zoals bedoeld in artikel 3, eerste lid.

De Minister kan het in het eerste lid vermelde maximumbedrag wijzigen op voorstel van het in artikel 10, § 2, bedoelde ramingscomité.

Sectie 2. — Subsidies voor collectieve vertegenwoordigingsbureaus

Art. 5. De subsidies voor collectieve vertegenwoordigingsbureaus zijn bestemd voor de gedeeltelijke terugbetaling van de werkingskosten van die bureaus.

De Minister bepaalt de kosten die in het kader van het eerste lid in aanmerking worden genomen.

Art. 6. De aan een collectief vertegenwoordigingsbureau toegekende subsidies mogen niet meer bedragen dan 70 % van het jaarlijkse bedrag van zijn werkingskosten.

Als een collectief vertegenwoordigingsbureau medegefinancierd wordt door een (of meer) ander(e) bedrijf (bedrijven) dan een Waalse KMO, worden de toegelaten werkingskosten, binner de in het eerste lid bedoelde perken, tot de door de Waalse KMO's gedragen werkingskosten beperkt.

De Minister kan het in het eerste lid vermelde maximumbedrag wijzigen op voorstel van het bij artikel 10, § 2, bedoelde ramingscomité.

Sectie 3. — Subsidies voor de samenwerking tussen Waalse exporteurs

Art. 7. De subsidies voor de samenwerking tussen Waalse exporteurs zijn bestemd voor de gedeeltelijke terugbetaling van de door Waalse KMO's betaalde prijs voor diensten die de plaatselijke instelling of het vertegenwoordigingsbureau van één of meer bedrijven met een exploitatiezetel in het Waalse Gewest hen in andere landen dan EG-lidstaten verleend heeft.

De Minister bepaalt de in het kader van het eerste lid in overweging te nemen diensten.

Art. 8. De subsidies voor de samenwerking tussen Waalse exporteurs mogen niet meer bedragen dan 70 % van de prijs van de in artikel 7 bedoelde diensten.

De Minister kan het in het eerste lid vermelde maximumbedrag wijzigen op voorstel van het in artikel 10, § 2, bedoelde ramingscomité.

HOOFDSTUK III. — Gezamenlijke bepalingen

Art. 9. De aanvragen om subsidies voor de vorming van niet residentiële gebruikers moeten bij het Agentschap ingediend worden, uiterlijk één maand vóór het sluiten van het contract en één maand voordat de kandidaat de door de overige subsidies bedoelde kosten begint te maken.

De Minister bepaalt de vorm waarin de subsidieaanvragen in te dienen zijn alsook de lijst van de stukken en inlichtingen die erin voorkomen of erbij gevoegd zijn.

Art. 10. § 1. De subsidieaanvragen worden door het Agentschap behandeld.

§ 2. De subsidieaanvragen worden voorgelegd aan een ramingscomité dat nagaat of ze beantwoorden aan de bepalingen van dit besluit en aan de uitvoeringsbesluiten ervan en, in voorkomend geval, de Minister het subsidiebedrag voorstelt.

Het ramingscomité kan een beroep doen op externe deskundigen en de mededeling eisen van elk stuk of informatie die het nuttig acht voor het vervullen van zijn opdracht.

De Minister bepaalt de samenstelling van het ramingscomité.

Art. 11. Alvorens een subsidie toe te kennen en het bedrag ervan vast te stellen, gaat de Minister na in hoeverre de subsidie bijdraagt tot het behoud of de ontwikkeling van de exportactiviteiten van de rechthebbende.

Het Agentschap deelt de beslissing van de Minister mede aan de kandidaat.

Art. 12. De rechthebbenden bezorgen het Agentschap de stukken ter rechtvaardiging van de kosten waarvoor een subsidie werd toegekend.

De toegekende subsidies worden na onderzoek betaald door het Agentschap.

Art. 13. De toegekende subsidies mogen niet meer bedragen dan 50 000 ECU per rechthebbende tijdens een periode van drie jaar, te rekenen vanaf de eerste krachtens dit besluit toegekende subsidie.

De aan een rechthebbende betaalde subsidies worden gerecupereerd door het Agentschap, voor zover het in het eerste lid bedoelde maximumbedrag overschreden is.

In de bekendmakingen van de beslissing tot toekenning van de subsidies wordt gewag gemaakt van de leden 1 en 2.

Art. 14. Bedrijven die subsidies hebben genoten ten gevolge van de al dan niet bewuste mededeling van onjuiste informatie, zijn verplicht ze terug te betalen.

De rechthebbenden zijn verplicht ontvangen subsidies terug te betalen indien blijkt dat de kosten waarvoor ze toegekend werden, niet gemaakt werden of gemaakt zullen worden.

HOOFDSTUK IV. — Eindbepalingen

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 15 juli 1993.

Art. 16. De Minister tot wiens bevoegdheden externe betrekkingen behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

15 JUILLET 1993. — Arrêté ministériel relatif au programme spécial de soutien au commerce extérieur

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

Vu le décret du 22 février 1990 portant création d'une Agence wallonne à l'Exportation, notamment l'article 2, § 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 1993 relatif à un programme spécial de soutien au commerce extérieur;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;